

avant d'accepter le haut poste qu'il occupe maintenant, nous serions en meilleure posture que nous ne le sommes actuellement.

Je me demande souvent si les Canadiens, et spécialement les membres de cette Chambre, se rendent compte de la rapidité avec laquelle notre pays s'est relevé de ses difficultés d'après-guerre. Pour moi, étant donné la durée de notre participation à la guerre, il n'y a pas de doute que le Canada ne s'est relevé plus vite que n'importe quelle autre nation ayant aussi participé au conflit. A mon avis, la raison en paraîtra évidente à quiconque voudra examiner tant soit peu la question: c'est que nous possédons d'énormes ressources naturelles proportionnellement au chiffre de notre population. En tenant compte de la population actuelle du Canada, nous possédons des ressources naturelles extraordinaires sur lesquelles l'attention des gens s'est concentrée dans la production de nouvelles richesses, et c'est, à mon avis, ce qui a le plus contribué à notre remarquable rétablissement. Dans ces circonstances, il faut comprendre que si nous amenons un grand nombre d'immigrants et que les ressources naturelles du pays soient aux mains de particuliers, nous aurons raison de nous attendre à une prospérité moindre que celle dont nous jouirions avec une population plus faible. Je suis un de ceux qui sont partisans de laisser le pays croître naturellement. Le malheur au Canada aujourd'hui c'est qu'on veut toujours se mêler de son développement; si on le laissait croître normalement, tout le monde serait vite satisfait.

Il y a un point que je tiens à signaler à l'attention du premier ministre et de ses collègues, principalement du ministre de l'Immigration (M. Forke). Bien qu'il soit parfaitement vrai que les immigrants anglais de toutes les catégories puissent venir au pays pourvu qu'ils soient en mesure de payer leur voyage et soient de bons sujets, au point de vue physique et moral, il n'en existe pas moins que le département ne cherche des immigrants nouveaux que dans trois grandes catégories: les serviteurs, les ouvriers de ferme et les agriculteurs. Pour ma part, je consens volontiers à entrer en concurrence avec n'importe quel cultivateur qui voudra venir s'établir ici, mais je ne veux pas être désavantageusement placé en ce qui touche cette concurrence. Je voudrais que toutes les autres classes d'immigrants fussent admises au pays aux mêmes conditions que les cultivateurs. Je ne vois pas pourquoi les cultivateurs devraient subir la rivalité de nouveaux cultivateurs arrivant au pays tandis que les professionnels et même les classes ouvrières du Canada sont protégés contre cette concurrence. Nous prétendons que le moment

[M. Gardiner.]

est venu d'étudier cette question d'immigration sous ses aspects les plus larges et je saisis cette occasion de protester parce que les agriculteurs sont soumis à une concurrence à laquelle sont soustraites les autres classes ouvrières.

Cet après-midi, on a fait allusion aux mineurs de la Grande-Bretagne. Le premier ministre, répondant au chef de l'opposition, a dit que la seule raison pour laquelle le Gouvernement avait amené ces mineurs au pays ou leur avait permis d'y entrer, était qu'ils pouvaient aider à la récolte dans l'Ouest canadien. J'accepte cette déclaration comme explication exacte de la situation. Je voudrais néanmoins relater ce qui m'a été dit par un homme qui travaillait à mon compte. Cet homme est arrivé d'Angleterre il y a environ sept ans. Il est venu ici jeune et a travaillé dans l'Ontario. Après y avoir passé quelque temps, il crut bon de se transporter dans l'Ouest. Il a été en Angleterre l'hiver dernier et il m'a dit y avoir vu toutes sortes d'affiches disant au peuple anglais: "Allez au Canada et gagnez de 5 à 7 dollars tous les jours où vous voudrez travailler". Je prétends que c'est là tromper les gens et si le département d'Immigration est en mesure de mettre fin à ce genre de propagande, qu'il le fasse au plus tôt. Nous savons qu'il est impossible, sauf dans des circonstances exceptionnelles, de payer les immigrants anglais 5 et 7 dollars par jour. La moyenne des ouvriers ne vaut pas cela, puisque personne ne peut payer ces salaires. On n'a pas l'argent voulu.

M. DONNELLY: Est-ce qu'on n'a pas payé de 5 à 7 dollars par jour dans tout l'Ouest, l'automne dernier. C'était le cas dans ma région.

M. GARDINER: Parlez de votre territoire, je parlerai du mien.

M. DONNELLY: Vous ne répondez pas à ma question.

M. GARDINER: J'ai dit qu'on avait fait de ce genre de propagande en Grande-Bretagne; qu'on promettait aux hommes que, s'ils venaient au Canada, ils recevraient de 5 à 7 dollars, tous les jours où ils voudraient travailler. C'est ce que j'ai déclaré. C'est contre cette propagande en Grande-Bretagne que je proteste.

Ces mineurs ont été amenés longtemps avant les récoltes. Dans ma région, en particulier, la récolte était prête assez de bonne heure, mais les mineurs étaient là avant que la récolte le fût. Si nous allions trouver ces gens et leur disions: "Les travaux des moissons ne commenceront pas avant une dizaine de jours. Nous allons vous donner du travail, vous payer 2 ou 3 dollars par jour, vous nourrir, loger et blanchir en attendant," que répondraient-ils? "Avant de quitter la Grande-Bretagne, on